

SUDOSCOPE

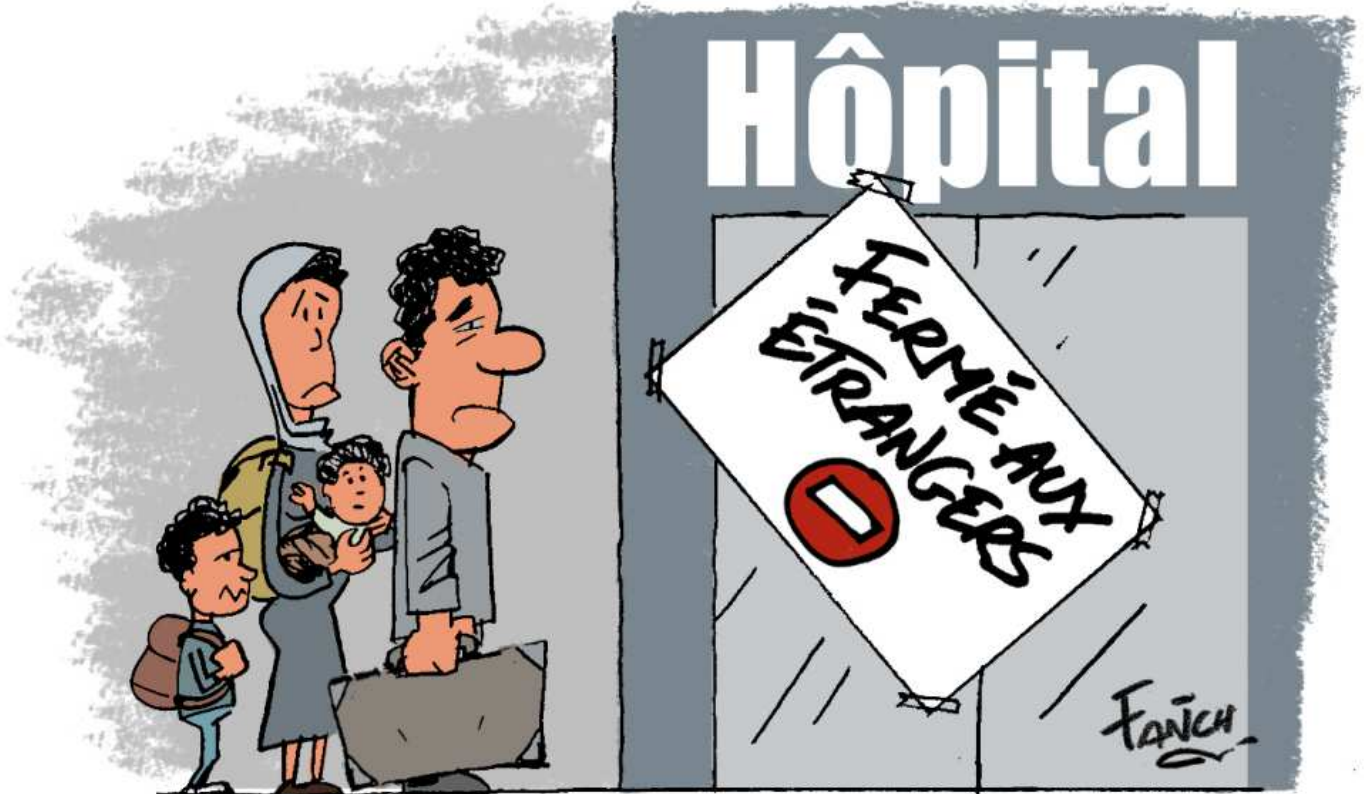
AP-HP

N°17

MARS - AVRIL 2017

LE BILAN DE *Santé* BIMESTRIEL HOSPITALIER

Avec Le Pen la France perd SON A.M.E.



Solidaires

SUD SANTÉ AP-HP - www.sudsanteaphp.fr



La situation sociale, économique et politique crée un fort sentiment d'exaspération parmi la population. L'accélération des politiques d'austérité a généré une aggravation du chômage, un développement des inégalités sociales, de la précarité, de la pauvreté et de l'exclusion. A contrario, une minorité (1%) continue de s'enrichir tandis que la majorité est toujours plus exploitée : remise en cause des droits sociaux, casse des services publics, gel des salaires...

Les scandales politico-financiers, le renoncement à affronter les pouvoirs de la finance et les cadeaux accordés au patronat (sans aucune contrepartie) nourrissent ce ras-le-bol, mais aussi le discrédit du « politique ».

Le FN tente de récupérer cette colère à son profit. Ormis sa quête de pouvoir, Marine Le Pen adopte une tactique de « dédramatisation » afin d'élargir son électorat en visant notamment les classes populaires.

Elle se présente comme la candidate antisystème, en défense du peuple, des « laissés-pour-compte » de la crise, mais son projet politique ne remet en cause ni **le capitalisme ni le libéralisme ni la course au profit ni la concentration des richesses** qui demeurent les **vrais ennemis des salarié-es**. **C'est bien l'exploitation qui est en cause.**

Ne nous trompons pas de cible !

Le FN profiteur de la désespérance sociale... il n'est pas l'ami des salarié-es !

En effet, il est contre la réduction du temps de travail, le Code du travail, la grève, les syndicats.

Les élu-e-s FN à l'Assemblée nationale ne portent aucune proposition sur le SMIC, la défense des retraites, l'éducation, la santé, une fiscalité plus juste.

Son programme présidentiel, 144 engagements, ne présage rien de bon en matière de santé, soit des propositions (qui seront développées dans les articles ci-joints) cancérigènes pour un racisme viral :

- Accès aux soins à 100% pour chaque français.
- Suppression de l'AME ou Aide Médicale d'Etat.
- Institution d'un délai de carence de 2 ans pour les étrangers *avant de pouvoir se soigner !!!*
- Augmentation du numerus clausus et éviter le recours massif aux médecins étrangers.
- Déduction de charges pour les médecins retraités souhaitant continuer d'exercer.
- Instauration de stages d'internat en zone désertifiée pour mettre fin aux déserts médicaux.
- Maintien « au maximum » des hôpitaux de proximité plutôt que les GHT *dont nos luttes n'ont jamais été soutenues par le FN d'ailleurs !*
- Augmentation des effectifs de la FPH (?).
- Journée de carence pour les fonctionnaires.

- Faire la chasse aux « arrêts maladie de complaisance »
- Baisse du prix des médicaments coûteux en remplacement par des « génériques » *plutôt que lutter contre les marges scandaleuses des labos !*
- Création d'une carte biométrique.
- Vente de médicaments à l'unité.
- Création d'un 5^{ème} risque consacré à la « dépendance » pour les français.

Le FN et... les droits des femmes dévoyés !

Quelques perles qui en disent long quant à sa vision réac : « *Le progrès pour les femmes, c'est de rester à la maison ; Les femmes ont vocation à être mère pour assurer l'avenir de la société ; Les femmes et les hommes ont par nature des rôles différents dans la société donc si l'on gomme ces vérités, les enfants n'auront plus de repères ; Parce qu'il est remboursé, l'IVG est utilisé comme un contraceptif* ».

Dans ses rangs, des militants « pro-life » manifestent contre les centres IVG, prônent « le salaire maternel » et luttent contre la destruction des stéréotypes à l'école !

Le FN prétend être le défenseur des femmes en instrumentalisant la laïcité pour mieux agiter le fantasme du péril musulman ou de l'immigration.

Son obsession identitaire et xénophobe : la défense (réactionnaire) de la culture occidentale, blanche et judéo-chrétienne aurait permis la laïcité et l'égalité entre les femmes et les hommes. Il oublie que les acquis des femmes sont le fruit de luttes féministes qu'il a lui-même combattues !

Le FN et la préférence nationale... un projet raciste au cœur du programme !

L'*Autre*, l'*Etranger* serait donc le bouc émissaire de tous les maux. Or, son discours bâti sur des amalgames, des mensonges, des fantasmes (en matière de sécurité, d'immigration, de religion, d'emploi...) flatte les plus bas instincts des français, mais surtout renforce et diffuse dans notre société un discours de stigmatisation.

Il exprime sa volonté de réserver les emplois, logements, aides sociales à la seule « nationalité française ».

Ses discours de haine n'ont cessé de diviser, opposer les salariés français/immigrés, les salariés du public et du privé, les chômeurs et les salariés... épargnant les véritables coupables qui sont les possédants ■

NE NOUS TROMPONS PAS DE COLERE !



SUD santé Solidaires AP-HP, membre de l'Union syndicale Solidaires

Hôpital saint Antoine - Pavillon Ernest Dupré - 184, rue du faubourg saint Antoine - 75 012 Paris
Téléphone : 40 27 18 36 - Courriel : sud-sante.aphp@aphp.fr - Site : sudsanteaphp.fr - Facebook, Twitter, Google+

Couverture de Fanch Ar Ruz (www.fanch-bd.com)

ÊXTREME DROITE, ET SI L'HISTOIRE SE RÉPÉTAIT ?

La crise économique de 2008 a engendré l'austérité et son lot de chômeurs de plus en plus nombreux, le rabotage des effectifs dans la fonction publique et en conséquence des conditions de travail dégradées dans nos hôpitaux, des salaires bloqués pendant 6 ans et des congés supprimés. Tout ça pour sauver le capitalisme, les patrons, les banques. L'histoire doit nous servir de leçon et nous montrer le chemin à suivre.

Le 3 octobre 1929, brusquement, une baisse des cours survient à Wall Street. C'est le krach. Les banques tentent un redressement qui échouera et le 29 octobre les cours s'effondrent. Les Etats-Unis, en trois ans, s'enfoncent dans la dépression. Les faillites se multiplient et le quart de la population est au chômage.

En Europe les répercussions ne se font pas attendre et la misère gagne du terrain.

En Allemagne, il y a 6 200 000 chômeurs en février 1932, presque la moitié de la population allemande vit dans la misère. En 1928, le parti nazi obtenait 2,6 % des voix. En 1930, il passe à 18,3 %. Au 31 juillet 1932, il est le premier parti du Parlement, avec 37,4 %. La porte du pouvoir lui est ouverte avec toutes les conséquences que l'on connaît, la guerre, les camps de concentration et l'extermination de millions de personnes : Juifs, Tziganes, Communistes, Handicapés... L'horreur absolue dans toute l'Europe.

En France, la crise est là bien que les conséquences soient moins dramatiques qu'en Allemagne.

En octobre 1934, Maurice Thorez au nom du Parti communiste français demande aux démocrates de former, « face au front de la réaction et du fascisme, le Front Populaire de la liberté, du travail et de la paix ».

Le Front Populaire publie son programme en janvier 1936, il prône le combat « contre la crise et contre les organisations fascistes qui l'exploitent pour le compte des puissances d'argent ». Le Front populaire gagne les élections législatives des 26 avril et 3 mai 1936, avec 45,9 % des suffrages. Léon Blum est appelé le 4 juin 1936 à constituer le gouvernement.

Le 11 mai 1936 de fortes grèves qui ont commencé au Havre se déclenchent. Elles aboutiront le 8 juin 1936 (antidaté du 7 juin 1936) aux accords de Matignon entre le patronat et les

syndicats : hausse des salaires de 12%, création des délégués du personnel, deux semaines de congés payés, réduction du temps de travail de 48 à 40 heures par semaine, création des conventions collective, 40% de réduction pour les billets de train accordés aux ouvriers partant en vacances, retraite des mineurs, allocation chômage, nationalisation de l'industrie aéronautique et d'armement, création de la SNCF, scolarisation obligatoire jusqu'à 14 ans.



Il n'y a qu'en France que la crise mondiale de 1929 a provoqué des Grèves Générales qui ont abouti à l'adoption de mesures profitant à la majorité de la population et ce malgré de fortes critiques de tous bords qui mettaient en cause ce programme économique.

Comme nous le montre l'histoire, la solution n'est pas dans le repli sur soi, La xénophobie, la haine de l'autre, la désignation de l'étranger comme coupable de tous nos maux.

C'est ce que prône le Front National et l'histoire nous prouve que cela ne peut que nous entrainer dans l'horreur.

Il n'y aura pas d'homme providentiel élu et ce n'est qu'en descendant dans la rue que nous obtiendrons un monde plus humain, plus juste, plus sain, où chacun pourra vivre en paix. N'écoutons pas ceux qui nous disent que rien n'est possible (patrons, politiques, ou syndicats tels que la CFDT) car ils ne défendent que leurs privilèges.

Descendons dans la rue, mettons en place la grève générale et obligeons-les à nous donner ce qui nous est dû ■

De Le Pen à Le Pen

Chronologie historique du Front National

Avec l'accession de Marine Le Pen, le nouveau visage offert par le Front national traduit une évolution de cette organisation fondée en 1972 par Le Pen père, tortionnaire en Algérie. Elle est composée, à l'origine, de néo-nazis, d'anciens collabos, de vétérans de la division SS française Charlemagne, de tueurs de l'O.A.S. et des nervis d'Ordre nouveau qui souhaitent se présenter aux législatives de 1973. L'emblème est alors constitué des 3 flammes aux couleurs du drapeau français, un copié/collé du logo d'un mouvement fasciste italien.

Regrouper les fascistes

Du début des années 1980 au début des années 2000, le FN regroupe plusieurs familles de la mouvance nationaliste. Catholiques, païens, anciens de l'Algérie française, nostalgiques du fascisme et du nazisme, anticommunistes, ultralibéraux... Il occupe l'espace politique et public de ce courant de pensée, laissant à sa périphérie divers groupuscules dont la marge de manœuvre est très limitée : l'Œuvre française, le GUD, le Parti Nationaliste Français et Européen, Troisième Voie... Si certains finissent par rallier le FN, d'autres choisissent la surenchère idéologique et la violence comme moyen d'expression, voire le terrorisme.

Le FN connaît ses meilleures années au milieu des années 1990, que ce soit sur le plan électoral ou au niveau de son appareil militant. C'est alors une machine de guerre, avec un service d'ordre composé en grande partie d'anciens professionnels de la sécurité ou de l'armée, mais surtout avec de nombreux militants capables de se mobiliser pour n'importe quel événement.

Les années 1990 sont également marquées par une recrudescence de la violence d'extrême droite, avec plusieurs morts, tous français d'origine étrangère.

La scission

La fin des années 1990 marque la fin de l'hégémonie du FN sur l'extrême droite française, avec en 1998 la scission provoquée par Bruno Mégret, numéro deux du FN, qui quitte le parti avec de très nombreux cadres et militants pour créer une nouvelle structure, le MNR. C'est en partie, l'orientation « sociale » portée par celui-ci qui aujourd'hui fait le succès du FN. Cette brèche, ouverte dans la suprématie frontiste, permet à certains mouvements nationalistes de récupérer des cadres et militants du parti lepéniste, déçus par les tensions existant entre le FN et le MNR.

Des militants en perdition

Le 11 septembre 2001, le conflit israélo-palestinien et

l'émergence de certains communautarismes radicaux bouleversent le champ politique à l'extrême droite, avec d'un côté une extrême droite traditionnelle, restant sur ses bases, et de l'autre des mouvements prêt à passer ponctuellement des alliances inédites. Des groupes nationalistes s'allient avec des militants en perdition venus de la gauche Dieudonné, Riposte laïque ou Alain Soral.

Parallèlement, l'émergence de Marine Le Pen à la tête du FN a entraîné un important désintérêt des jeunes d'extrême droite et des militantEs nationalistes radicaux pour le FN et il n'est plus capable de recouvrir les murs des villes de France d'affiches ou de mettre dans la rue des milliers de gens comme par le passé, faute de militantEs de terrain.

Jean-Marie Le Pen, ancien député a dirigé, sans discontinuité, le FN jusqu'en 2011. Cette année-là, il passe la main à sa fille, Marine Le Pen qui accède à la direction du mouvement.

La dédédiabolisation ?

Engagée dans une entreprise de lissage du discours frontiste, elle prétend moderniser le parti. Publiquement, elle dénonce « les nostalgiques bottés et casqués, la matraque à la main » mais ne renie par leur soutien pour disputer la direction du FN aux tenants de Pétain et de l'Algérie française, sans rompre avec les fondamentaux idéologiques : insécurité, immigration et identité. En 2011, au congrès du FN, Marine Le Pen l'emporte contre les courants catholiques traditionnalistes, et mettant en veilleuse, xénophobie, antisémitisme et fascisme, se lance dans la modernisation d'un programme qui doit toucher les citoyens et les citoyennes désorientées et capter le vote de crise des milieux populaires en souffrance.

De la préférence à la priorité nationale

En adoptant un discours compatible avec la République, en rebaptisant « priorité nationale » sa préférence nationale ou en défendant la laïcité au nom des valeurs féminines que bafouerait l'islam, la candidate du FN donne ainsi un visage respectable à la démagogie xénophobe et nationaliste qui reste au cœur de son programme de dénonciation de l'immigration, renforcée par une islamophobie viscérale.

Pari tenu, à la présidentielle de 2012, elle enregistre le meilleur score jamais obtenu par son parti et obtient deux éluEs à l'Assemblée nationale. Une nouvelle tribune s'offre pour le mouvement après un bref passage en 1986. Cette année-là, à la suite de l'introduction de la proportionnelle par François Mitterrand qui, par calcul politicien, intervient



auprès des chaînes de télévisions publiques afin que Le Pen soit invité plus souvent... 35 députés FN font un bref passage au Parlement.

Le voile se déchire

Nul ne peut le nier, le FN d'aujourd'hui ne ressemble pas à celui d'hier. Mais pour qui, comme nous, a étudié ses discours, écouté ses dirigeants et observé ses activités, cette mutation s'inscrit dans la même matrice qui avait présidé à sa fondation. Derrière le propos policé, le FN reste un parti raciste et hostile aux libertés démocratiques.

Pour preuve, en deux ans, plus de 400 élus FN sur 1500 ont déchiré leur carte du parti et racontent ce qui les a dégoûtés : clientélisme, népotisme, magouilles, mépris de la base et des électeurs, nostalgiques du nazisme...

Et tous ses discours sur la question sociale sont pure démagogie. Comme quand, par exemple, Marine Le Pen reprend à son compte les revendications de défense de la protection sociale, de l'hôpital et des hospitaliers qui se mobilisent avec leurs syndicats.

La rose sans épines ?

Pour 2017, l'entreprise de dédramatisation va jusqu'à abandonner le logo fasciste pour une rose bleue, celle des socialistes accédant au pouvoir en 1981 était rouge...

Nationalisme ou socialisme ?

« Le national-socialisme, c'est du socialisme » affirme l'héritière très fortunée de son père...et nous retrouvons ainsi la vieille recette de l'extrême-droite, le National-socialisme.

La démagogie a toujours été le fond de commerce de

l'extrême-droite. Lui donner une dimension sociale en période de crise économique est un calcul électoral.

L'exemple allemand

Hitler l'a fait en son temps, son parti, le NSDAP, portait dans son nom la volonté de fondre nationalisme et socialisme en NSDAP, initiales en Allemand du Parti National Socialiste des Travailleurs Allemands.

En 1932 et 1933, le NSDAP de Hitler ne gagne pas les élections sur son projet antisémite et guerrier, mais bien sur la promesse de donner du travail aux Allemands touchés de plein fouet par la crise économique ■



La « préférence nationale » menace notre santé



Je ne vous dirai pas que la préférence nationale est contraire à l'histoire de notre pays. Non je ne vous le dirai pas, je ne suis pas historien.

Je ne vous dirai pas qu'elle est contraire à notre droit. Non, Je ne vous le dirai pas, je ne suis pas juriste.

Je ne vous dirai pas qu'elle est contraire aux traités internationaux que la France a signés. Non, je ne vous le dirai pas, je ne suis pas diplomate.

Je ne vous dirai pas que c'est une aberration économique. Non, je ne vous le dirai pas, je ne suis pas économiste.

Je ne vous dirai pas qu'elle est contraire à la morale. Non, je ne vous le dirai pas, je ne suis ni moraliste ni moralisateur.

En revanche, ce que je peux vous dire en tant qu'hospitalier, comme vous, c'est qu'elle est un danger pour notre santé à tous.

Quoi ? Comment ça ? La préférence nationale serait un danger pour notre santé ? Il déraillle, me direz-vous. Eh bien non, je ne déraillle pas !

Songez que si l'on applique la préférence nationale dans la santé, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants ne pourront plus se soigner. Les maladies diverses et variées progresseront, les épidémies augmenteront pour se transformer en pandémies.

Prenez la grippe, par exemple. Regardez combien de personnes peuvent être contaminées aujourd'hui par un malade alors que, grâce à la sécurité et à l'A.M.E. (Aide Médical d'Etat), la grande majorité de la population peut se soigner. Chaque année il y a déjà au moins 10.000 morts dus à la grippe.

Demain, combien y aura-t-il de contamination si l'on applique la préférence nationale aux soins. Des milliers de personnes porteurs du virus vont errer dans les rues, les métros, les entreprises, les hôpitaux, les crèches, les magasins, et autres endroits publics. A ce moment-là, croyez-vous que vous et les vôtres serez épargné longtemps par la maladie ?

Et là je ne parle que de la grippe. Imaginez maintenant que nous y ajoutions d'autres maladies comme la tuberculose, la rougeole, la rubéole, les hépatites, les méningites, le paludisme, la pneumonie, le SIDA, la syphilis, la varicelle et ainsi de suite. Combien de dizaine et même de centaines de milliers de morts notre pays supportera chaque année ?

Croyez-vous que vous et les vôtres échapperez longtemps à ce triste sort ?

Soyons intelligents, ayons du bon sens, rejetons cette folle idée et préservons notre santé en préservant celle de tous ceux et celles qui vivent ici. Rejetons cette idée mortelle et si ce n'est pas pour des raisons morales, économiques ou humanitaires que cela soit au moins pour une raison de santé publique.

Le FN, une fois élu, veut supprimer l'A.M.E., ce dispositif permet aux étrangers sans papier d'être pris en charge pour tout type de soins, seul les soins d'urgence vitale seraient désormais assurés, ce qui aura pour conséquence d'augmenter le nombre de décès de cette population déjà fragilisé par sa situation sociale

Ce partie propose également d'instituer un délai de carence de deux ans d'accès aux soins, un immigré devra travailler durant deux ans (donc deux de cotisation à la sécurité sociale) avant de pouvoir en bénéficier ■

L'aide médicale de l'État (AME) est un dispositif permettant aux étrangers en situation irrégulière, au regard de la réglementation française sur le séjour en France, de bénéficier d'un accès aux soins. Elle est attribuée sous conditions de résidence stable et de ressources.

Pour la demander, un dossier est à constituer. Une fois attribuée, l'AME est accordée pour 1 an. Le renouvellement doit être demandé chaque année.

Pour bénéficier de l'A.M.E. il faut remplir les conditions suivantes :

- Résider en France de manière ininterrompue depuis plus de 3 mois (métropole et départements d'outre-mer, excepté Mayotte où l'A.M.E. n'est pas applicable).
- Les ressources ne dépassent pas un certain plafond (le même que celui de la C.M.U. complémentaire).
- Ne pas avoir de titre de séjour, ni de récépissé de demande.

Droits ouvert par l'A.M.E.

L'A.M.E. donne droit à la prise en charge à 100 % des soins médicaux et hospitaliers dans la limite des tarifs de la sécurité sociale.

Le bénéficiaire n'a pas à avancer les frais.

Les personnes à la charge du bénéficiaire (conjoint, concubin ou partenaire lié par un PACS, enfants de moins de 16 ans, ou jusqu'à 20 ans s'ils poursuivent leurs études) peuvent aussi bénéficier de l'AME.

Les frais médicaux suivants ne sont pas pris en charge :

- Acte technique, examen, médicament et produit nécessaires à la réalisation d'une aide médicale à la procréation,
- Médicament à service médical rendu faible remboursé à 15 %, %
- Cure thermale.

Pour les mineurs, les frais médicaux restent pris en charge à 100 % dans tous les cas, même s'ils ne remplissent pas la condition de plus de 3 mois de résidence en France.

L'imposture sociale et économique du FN

Les prochaines élections présidentielles sont l'occasion d'exprimer notre rejet de l'extrême droite, de ses idées, de ses pratiques xénophobes, racistes et de son imposture sociale et économique. Et de dire haut et fort nos exigences de démocratie, de tolérance, de respect et de progrès social.

Nous ne sommes pas dupes, Le FN ne change pas ses fondamentaux, mais a entamé depuis quelques années une opération de relooking de pure façade avec l'arrivée de Marine Le Pen à la tête de ce parti d'extrême droite.

Le FN développe un dangereux discours populiste qui combine des thèmes sociaux en direction des salariés et des couches populaires, avec le registre habituel nourri de racisme, de xénophobie, d'homophobie, de nationalisme et d'autoritarisme d'état.

Pour exemple :

➤ Marine Le Pen s'est positionnée contre le mouvement social sur les retraites de 2010, rappelez-vous elle disait : « Ensemble, gouvernement et syndicats jettent la France dans le chaos... La tolérance zéro doit s'appliquer à tous les émeutiers »

➤ Le FN dénonce les organisations syndicales et est opposé au droit de grève.

➤ Marine Le Pen veut détruire la gestion paritaire de la sécurité sociale et de la formation professionnelle (ces organismes paritaires sont gérés conjointement par les syndicats et le patronat), par un transfert de gestion directe à l'état au profit du secteur privé, des actionnaires et de la finance.

➤ Le FN n'entend pas revenir sur les suppressions massives de postes dans la fonction publique, excepté sur les missions régaliennes ultra sécuritaires et liberticides tel que l'armée et la police.

➤ Marine Le Pen s'attaque à la démocratie locale et aux services publics de proximité en dénonçant : « la fuite en avant des collectivités territoriales » qui « devront enfin maîtriser leurs effectifs ».

➤ Le programme du FN est construit sur la « préférence nationale » il stigmatise les immigrés et en particulier les personnes de confession musulmane. Marine Le Pen affirme vouloir expulser les étrangers des logements sociaux et leur retirer les allocations familiales, y compris aux familles qui travaillent et celles dont les enfants sont nés en France.

L'apport des immigrés est bénéfique une richesse pour la France, selon une étude parue en 2010 pour le compte du ministère des affaires sociales, les immigrés par leur travail ont reversé à l'état un total de 60,3 milliards et reçu 47,9 milliards d'euros de retraites et d'aides sociales soit un solde positif de 12,4 milliards pour les finances publiques.

➤ Autre mesure économique phare du FN est la sortie de l'euro pour un protectionnisme national. Cette mesure est illusoire, elle conduirait à une aggravation de la crise économique et à une concurrence plus forte entre pays.

➤ Le FN est pour plus de politiques d'austérité, il se prononce pour un déficit structurel de 0% du produit intérieur brut (PIB). S'il y a déficit structurel, cela veut dire qu'il existe une tendance durable à ce que les recettes soient inférieures aux dépenses publiques. Le FN combat donc l'idée même du caractère sociale d'aides indispensables aux plus démunies (financièrement ou malade) d'entre nous.

➤ Marine Le Pen propose de revenir aux 39 heures en précisant que si « ce sont 39 heures payés 39, beaucoup d'entreprises ne pourront pas payer » c'est travailler toujours plus pour gagner toujours moins sans aucune création d'emplois. Le FN est toujours du côté du patronat et du CAC 40.

➤ Le FN propose une augmentation de 200 euros pour les salaires inférieurs à 1,4 Smic. Celle-ci sera financé par une taxe sur les importations égale à 3 %, et non pas par le patronat. Ce qui reviendrait à faire payer aux travailleurs leur propre augmentation de salaire car les importateurs se dépêcheraient de répercuter cette taxe sur les consommateurs.

Le programme dit social et économique du FN est un pur mensonge, il se situe du côté du patronat et du gouvernement contre les salariés, il reste ultralibéral économiquement et socialement et aggravera encore l'austérité pour la population ■



L'Homme est-il l'avenir de la Femme ? *

Au cours du 20ème siècle, les femmes se sont soulevées contre la domination masculine et ont réussi à faire évoluer leur situation. Merci aux suffragettes!

Hier encore, elles n'avaient pas le droit de vote, pas le droit de travailler sans l'autorisation du mari, pas le droit de divorcer, interdites la contraception et l'Interruption Volontaire de Grossesse.

C'est par leurs luttes et avec l'appui des syndicats, mais pas seulement, qu'elles ont gagné ces droits qui semblent si évidents aux jeunes générations.

Mais « N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant. » Ce propos de l'auteure du Deuxième sexe, Simone De Beauvoir, est plus que jamais d'actualité.

Le droit à l'IVG n'est pas toujours respecté, l'inégalité salariale entre femmes et hommes persiste, y compris à l'hôpital, le sexisme et les violences, conjugales comme dans l'espace public ou au travail sont encore le lot quotidien de nombreuses femmes. Enfin, les femmes font toujours 63% des tâches domestiques et parentales.

En France, en Europe et maintenant aux Etats-Unis avec l'élection de Trump, sexiste et raciste notoire que soutient Marine Le Pen, les extrêmes-droites relèvent la tête contre les droits des femmes. Déjà en Pologne et en Espagne, les manifestations de rue, massives et combatives ont fait reculer ces gouvernements qui voudraient nous ramener au statut de l'Irlande. L'avortement y est interdit, en cas de viol, de malformation du fœtus ou de risques pour la santé de la mère...L'ONU estime qu'il s'agit « d'un traitement cruel, inhumain et dégradant » des irlandaises.

Les femmes à la maison !

Le FN joue sur le fait que sa candidate à la présidentielle est une femme, mère divorcée qui travaille. Il veut faire moderne. Mais en son sein, ce qui l'emporte est de renvoyer les femmes à la maison « leur place naturelle » pour faire des enfants pour la Nation, d'où la proposition d'un revenu parental, 80% du SMIC, pour « en finir avec le chômage des hommes ». En fait, le FN a toujours un double discours.

Pas d'IVG !

Comme sur l'IVG, légalisé depuis 1975 mais souvent difficile d'accès à cause de la fermeture des Centres d'IVG, le FN prétend ne pas l'interdire mais il préconise son déremboursement, fait de la propagande pour « la liberté de

ne pas avorter » et promet même de couper les vivres au Planning Familial.

Violences faites aux femmes et racisme !

Le FN tente de séduire, entre double discours et mensonges, comme sur les auteurs de violences faites aux femmes qui seraient surtout le fait d'immigrés mais « oublie » dans son programme que le premier lieu des violences est familial. Le FN ne propose rien pour lutter contre la violence sexiste qui conduit parfois au meurtre: une femme décède tous les 3 jours sous les coups de son conjoint.

Contre l'égalité !

Enfin, à l'Assemblée nationale comme au Parlement européen, les éluEs du FN votent systématiquement contre toutes initiatives en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes. En effet, pour le FN « les femmes et les hommes ont par nature des rôles différents dans la société, le rôle des femmes est d'abord de faire des enfants pour assurer l'avenir de la société »

Dame nature ?

Pour nous, la hiérarchie femmes/hommes, les inégalités ne sont pas naturelles, elles sont construites par la société, les femmes ne naissent pas inférieures aux hommes.

Nous !

Nous sommes engagéEs sur tous les terrains où les femmes souffrent de discriminations et de traitement inégalitaire, de violences, de manquement à leur dignité.

Nous revendiquons la revalorisation des métiers "féminins", l'augmentation des salaires dans notre secteur majoritairement féminisé et l'égalité salariale, à l'hôpital comme partout, entre les femmes et les hommes. L'embauche de tous les CDD. Un véritable service public de la petite enfance et un service public de prise en charge des personnes dépendantes. Un centre d'IVG dédié par hôpital avec le choix de la méthode.

Nous sommes résolument opposéEs au FN qui n'est pas pour l'égalité et menace les droits des femmes.

*« La femme est l'avenir de l'Homme » Ferrat/Aragon ■



Les immigrés ?? Tous des profiteurs !!

Si les étrangers qui travaillent en France cotisent et ont donc effectivement les mêmes droits que les travailleurs français à la protection sociale, les réfugiés et demandeurs d'asile n'ont pas le droit à toutes les allocations et aides sociales. Ils ont certes des aides spécifiques mais qui restent très modérées. On constate cependant un très fort taux de non recours aux aides parmi les populations réfugiées et immigrées. Ces préjugés racistes font oublier une chose : l'apport de l'immigration à notre système de protection sociale est positif d'un point de vue économique !



Faux, les réfugiés n'ont pas le droit à toutes les allocations

L'accès aux « allocs » n'est absolument pas automatique pour tout arrivant sur le territoire. Ainsi, pour avoir droit au R.S.A. (Revenu de Solidarité Active) il faut avoir au minimum 25 ans et être en situation régulière depuis cinq années et si l'étranger en question dispose depuis ces cinq années d'un titre de séjour permettant de travailler. L'accès des étrangers au minimum vieillesse (allocation de solidarité aux personnes âgées) ne se fait qu'au terme de 10 années de résidence en France.

En revanche, une famille en situation régulière peut prétendre à des allocations familiales comme à des aides au logement (sous conditions de ressources). Enfin, il n'est pas besoin d'être en situation régulière pour prétendre à l'A.M.E. (Aide Médicale d'Etat) destinée à permettre l'accès aux soins, l'équivalent de la C.M.U., mais il faut pouvoir prouver avoir un foyer en France depuis plus de six mois et avoir vécu en France pendant au moins trois mois sans interruption.

Toutes ces conditions de résidence ont des conséquences parfois terribles. On dit d'ailleurs souvent qu'un sans papier doit avoir beaucoup de papiers pour pouvoir s'en sortir : comment les clandestins, souvent SDF, peuvent-ils prouver qu'ils ont une résidence depuis 3 à 6 mois ? Comment font ceux qui sous-louent des chambres à des marchands de sommeil ? Ils en sont donc souvent exclus...

Mars 2017,
le montant mensuel du R.S.A. est de :

- 535,17 €, une personne seule et sans enfants
- 687,22 €, un parent isolé
- 802,79 €, un couple sans enfants
- 1123 €, parent isolé avec 2 enfants

Par enfant supplémentaire, la majoration est de 214,06 euros

Pas d'allocation familiale ni de R.S.A., sauf pour les réfugiés

Contrairement aux réfugiés, les demandeurs d'asile, et les migrants en situation irrégulière, ne sont éligibles ni à une allocation familiale ni au R.S.A. Ils peuvent tout au plus bénéficier de certaines aides relatives aux enfants.

Des aides spécifiques pour les demandeurs d'asile très modérées

Il existe bien des aides spécifiques pour les demandeurs d'asile et pour cause : le statut de demandeur d'asile ne permet pas de travailler pendant les neuf premiers mois de leur séjour en France. L'aide aux demandeurs d'asile (ADA) varie en fonction de la composition familiale et du mode d'hébergement. Son montant est de 6,80 euros pour une personne seule hébergée en centre d'accueil ou 11 € pour une personne sans logement, soit entre 211 € et 341 € par mois.



On est donc très loin de la rumeur qu'agitent certains politiques selon laquelle les réfugiés toucheraient 1000 euros par mois sans travailler ! Surtout qu'elle met en moyenne 45 jours à être versée...

C'est par ailleurs la seule aide financière dont peuvent bénéficier les demandeurs d'asile qui ne perçoivent ni R.S.A., ni aides de la CAF, ni autres prestations sociales. Ils perdent droit à l'ADA quand leur demande d'asile est examinée, qu'elle soit rejetée ou acceptée. Enfin il n'existe que 25 000 places spécifiques d'accueil en centre d'accueil pour demandeurs d'asile, qui permettent à peine de couvrir un tiers des besoins.

Un très fort taux de non recours aux aides

Différentes études ont montré qu'un tiers des bénéficiaires des aides sociales, et en particulier du R.S.A., n'y avait pas recours. Or toutes les études sur le non recours montrent qu'il est systématiquement plus élevé chez les populations étrangères (hors UE).

Selon « Caritas Alsace » (Réseau Secours Catholique), le taux de non recours des étrangers au R.S.A. est deux fois plus élevé que celui des français. Ce fort taux de non recours s'explique à la fois par la précarisation des parcours, le manque d'information, la complexité des dispositifs ou l'appréhension face à des procédures trop contraignantes ou trop intrusives, comme pour la plupart des cas de non recours.

Mais la barrière de la langue, les diverses formes de discrimination au guichet et le risque de perdre de l'argent en vain, notamment en matière de visa, jouent particulièrement dans le cas des étrangers.

Des allocations plus rentables que le travail

Voilà un cliché qui a la vie dure ! Immigré ou pas, le R.S.A. - qui remplace depuis 2009 le RMI - est conçu pour ne pas dépasser 62 % du revenu minimal (SMIC), avec un bonus en fonction du nombre éventuel d'enfants.

Et toucher une autre aide, par exemple des allocations familiales, auxquelles toute famille a droit, quels que soient ses revenus, entraîne mécaniquement une diminution du montant du R.S.A. Toute autre allocation provoque le même effet.

Une fraude au minimum vieillesse ?

Dernier exemple, celui des bénéficiaires du minimum vieillesse (allocation de solidarité aux personnes âgées ou ASPA), certains dénonçant la mainmise d'étrangers qui, n'ayant jamais cotisé en France, viendraient le toucher sur le territoire.

Mars 2017, les montants de l'ASPA sont : Personne seule sans ressources : 801 € / mois. Deux personnes : 1 243 euros / mois.

En réalité, pour bénéficier de l'ASPA, il faut, outre des conditions de ressources, résider régulièrement en France (plus de six mois par an) et, soit détenir depuis au moins dix ans un titre de séjour autorisant à travailler, soit être réfugié, apatride ou avoir combattu pour la France. La proportion d'étrangers (hors UE) parmi les bénéficiaires de l'ASPA reste stable, autour de 30 %.

L'immigration a un impact économique positif sur le système de protection sociale

Pour sortir de cette peur des « migrants » et de la tentation du repli, il faut prendre conscience que l'immigration a un impact économique positif et « rapporte » globalement bien plus qu'elle ne « coûte » ! Tout simplement parce que les immigrés, dès lors qu'on leur donne le droit de travailler, payent des impôts, des taxes, consomment et participent donc largement au dynamisme économique du pays.

En scrutant les chiffres du budget 2005, des chercheurs ont calculé que la « contribution nette globale » de l'immigration cette année-là au budget des administrations était « positive ou de l'ordre de 3,9 milliards d'euros ». C'est d'abord parce qu'ils cotisent qu'ils ont droit à des prestations sociales, comme tous ceux qui travaillent en France (chômage, assurance sociale etc.).

Et quand on étudie plus précisément l'impact de l'immigration sur le système de protection sociale, on s'aperçoit qu'il est positif. Même si les immigrés sont plus souvent au chômage et touchent en moyenne plus de prestations sociales, leur contribution globale au système de protection sociale est positive parce qu'ils sont majoritairement plus jeunes et donc en âge de cotiser.

En effet, les immigrés arrivent souvent dans la force de l'âge dans leur pays d'accueil et retournent dans leur pays de départ pour leur vieux jours ; ainsi, la société d'accueil n'a pas à prendre en charge pour eux les dépenses importantes que sont celles liées à l'enfance ou la vieillesse.

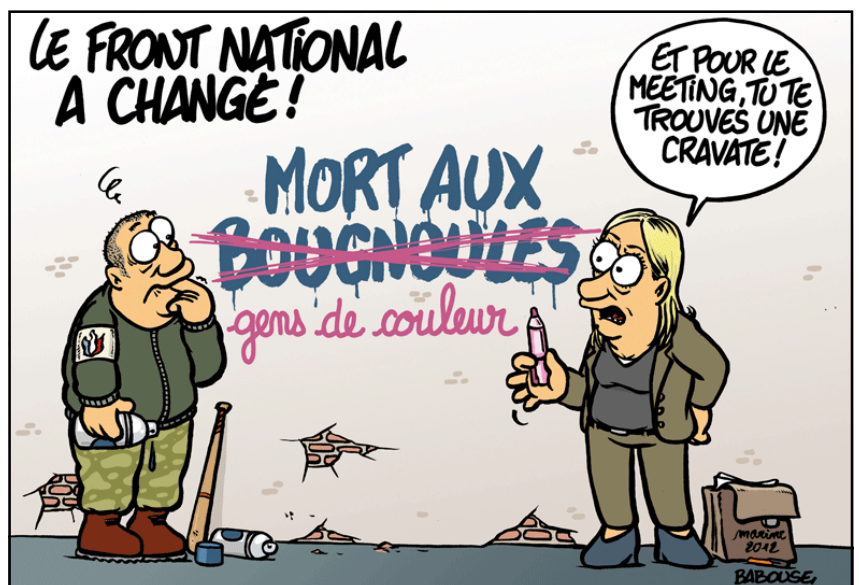
Un scénario d'arrêt de l'immigration aurait d'ailleurs des effets très négatifs sur le système de protection sociale : des chercheurs ont montré que sans immigration, le besoin de financement de la protection sociale augmenterait largement, il est ainsi chiffré à + 2 points de P.I.B. à horizon 2100 passant de 3% à 5% du P.I.B., tout simplement parce que la population active diminuerait significativement.

Conclusion

Il faut tordre le coup une bonne fois pour toute à ce mythe de « l'immigré » profiteur. Non, les immigrés ne viennent pas en France « pour les allocs ». D'abord parce qu'historiquement l'immigration a répondu à une politique volontariste : c'est bien l'Etat qui a fait venir les immigrés, du milieu du 19ème siècle au début des années 70, pour pallier les carences de main d'œuvre.

Ces personnes immigrées ont aidé à « construire la France ».

Mais aujourd'hui comme hier, migrer est souvent une épreuve difficile : elle s'ancre généralement dans l'absence de perspective dans son pays d'origine. Que le candidat à l'immigration y soit contraint par des guerres ou des violences dans son pays, les dérèglements climatiques, des catastrophes naturelles ou qu'il soit poussé par l'espoir de trouver un travail et d'améliorer la vie de sa famille, c'est toujours dans l'espoir d'un avenir meilleur qu'il passe la frontière. Un espoir que porte tout être humain ■



Petit lexique de l'immigration

Immigré et étranger : un étranger peut être né en France (une personne née sur le sol français de parents étrangers, qui n'a pas la nationalité française à sa naissance, n'est pas immigrée), alors qu'un immigré est forcément né à l'étranger.

Nationalité et séjour : on peut vivre en France pour des raisons familiales, économiques, professionnelles, scolaires, humanitaires (donc y faire un séjour plus ou moins long)... sans posséder la nationalité française. Néanmoins, on peut faire la demande pour l'acquérir (par mariage, par filiation, ou par naturalisation).

Demandeur d'asile et réfugié : tout étranger peut demander une protection à la France contre des persécutions dans son pays d'origine, pour des motifs religieux, politiques ou autres. Tant que la procédure est en cours, il est demandeur d'asile. S'il l'obtient, il passe sous le statut de réfugié.

Regroupement familial : ce dispositif concerne les étrangers vivant en France. En revanche, les immigrés qui ont acquis la nationalité française et veulent faire venir conjoint ou enfant(s) se situent dans le cadre du droit au séjour.

Sans-papiers : l'expression « sans-papiers » désigne les personnes présentes en France sans en avoir le droit, donc de manière irrégulière. Par définition, on ne sait pas combien ils sont sur le territoire, ni depuis combien de temps, ni combien arrivent chaque année.

Lumière sur mairies BRUNES*



A la tête d'une quinzaine de mairies, l'extrême-droite a déjà montré son vrai visage, sa « dédramatisation » n'est qu'un écran de fumée.

Près de 500 000 personnes vivent en France, dans ces villes dont 28% d'élus aux municipales de 2014 ont déjà démissionné. A la fois du Parti et de leur mandat, ce qui n'est pas anodin.

Une fois enrôlés, ils se rendent compte qu'ils font fausse route. Pour exemple, cette syndicaliste de toutes les luttes pour le maintien de l'emploi à ArcelorMittal qui rejoint le FN, après la fermeture de l'usine qui suit l'élection de Hollande. Elue FN, elle démissionne quelques mois plus tard quand elle réalise que c'est un parti raciste et d'essence autoritaire...

Droit commun et faits de violence

Le FN est aussi le parti qui a le plus d'élus condamnés par la justice. Cela va du droit commun, propos racistes, aux faits de violence, comme pour près de 13% des membres de ce parti. La moyenne, dans les autres mouvements, est de 3%...

Les premières mesures prises par ces élus sont éloquentes quant à la nature de ce parti...

La Ligue des droits des poissons

A Hénin-Beaumont, comme à Mantes-la-ville qui subventionne grassement un club de pêche, fermetures de locaux jusqu'ici attribués gracieusement à la Ligue des droits de l'homme qui « ne défend pas l'intérêt général »
A Hénin-Beaumont toujours, construction d'un mur, en pleine ville pour « décourager les voleurs »
Le maire d'Hayange n'est pas en reste pour s'attaquer au Secours populaire qui aide les migrantEs.

Pas de liberté de la presse

A Marseille, la directrice générale des services, nommée par l' élu municipal, interdit l'exposition en lecture des journaux, Libération et La Marseillaise, à la bibliothèque municipale...

Esclavage et déportation

Le 10 mai 2014, le maire de Villers-Cotterêts est absent de la commémoration de l'abolition de l'esclavage. Une commune où est enterré le père d'Alexandre Dumas et premier général noir de l'armée française né esclave à Saint-Domingue. En janvier 2015, il interdit tous rassemblements après les assassinats de Charlie-hebdo, mais participe à la célébration de la mémoire des soldats français de la guerre coloniale en Indochine et s'oppose à la réhabilitation des déserteurs de la 1^{ère} guerre mondiale, fusillés pour s'être opposés à la boucherie de 1914/1918. Enfin, il prive l'union locale CGT, qui aide à constituer les dossiers de litiges pour les prud'hommes, de sa subvention. Idem pour la FCPE, fédération des parents d'élèves.

Son homologue de Mantes-la-ville, lui, prétend interdire aux élus de gauche de déposer une gerbe à la mémoire de la déportation...

Par ailleurs, il fermera les permanences juridiques du Centre de vie sociale

La place est bonne

A part Hayange et Béziers, partout ailleurs les élus se sont empressés d'augmenter leurs indemnités, jusqu'à 44% au Pontet, près d'Avignon. Le même, a demandé au conseil municipal de voter la fin de la gratuité de la cantine scolaire pour les enfants des familles démunies...

A Beaucaire, c'est le Centre socio-culturel qui est menacé et à Béziers, la participation aux activités périscolaires est réservée aux seuls enfants dont les deux parents travaillent... et les taxes d'habitation et foncière sur les propriétés baissent.



Racisme !

En 2014, plainte est déposée « pour incitation à la discrimination ». En effet un guide, élaboré par le FN pour ses élus, préconise « l'application de la priorité nationale dans l'accès aux logements sociaux » sans parler du maire de Cogolin qui appelle à la délation, sur son site internet à « la vigilance et au signalement de tout comportement suspect » contre l'arrivée de Gens du voyage.

Suivant l'injonction de Marine Le Pen qui annonce en 2014 que les « repas de substitution » au cas où du porc serait prévu comme plat principal dans les cantines scolaires, seront supprimés, pour le racisme et les discriminations, les mairies FN sont en pointe contre le vivre-ensemble.

La loi interdit d'appliquer « la préférence nationale » mais cela n'empêche pas à Marseille, les éluEs d'organiser un spectacle de Noël accessible à la seule condition d'être muni d'une carte nationale d'identité...

Et ceux du Var de claquer la porte de l'Association des maires de France qui n'approuve pas l'installation de crèches de Noël dans les mairies.

Rien pour les musulmanEs et les enfants qui jouent au foot

Dans les villes dirigées par le FN, comme à Fréjus où le maire se mobilise pour la destruction de la mosquée, tous les moyens sont bons pour s'opposer à l'ouverture de mosquées ou de salles de prière, y compris, contre l'avis des tribunaux, quitte à encaisser une condamnation juridique qui sera payée par les contribuables, et dénoncer ensuite, les prières dans la rue ou les caves. Ou encore de tenter d'interdire l'ouverture d'épiceries tenues par des musulmans en ville ou d'étals sur les marchés...

A Cogolin, dans le Var, comme à Mantes-la-ville les mairies s'en prennent à des clubs de football qui, à leur goût, comporteraient trop d'enfants d'origines immigrées, et par ailleurs refusent, en toute illégalité, le mariage d'un couple franco-marocain ou de deux femmes, comme à Bollène.

Contre la solidarité

Face à la menace d'attentats contre des églises, le geste symbolique de musulmanEs protégeant des chrétiens assistants à une messe de Noël en 2015, à Béziers, n'est pour le maire qu'un acte d'occupation de l'espace et d'intimidation...

En mai 2016, c'est à Marseille que l'élu FN de l'arrondissement a tenté d'empêcher un festival de solidarité avec les combattantes kurdes qui affrontent Daech. Le FN préfère l'attribution à des rues du nom de partisans de l'Algérie française et du colonialisme, comme à Béziers ou Beaucaire.

Rien pour les pauvres

En matière sociale, pour le bonheur des familles les plus pauvres, les services rendus aux élèves, dans le cadre de la vie scolaire, sont payants voire plus chers, comme par exemple les frais de transports scolaires ou la cantine. Des

mesures qui conduisent aussi à la fermeture de centres socio-éducatifs qui assuraient du soutien scolaire.

Contre les fonctionnaires

L'offensive lancée contre les employéEs municipaux qui voient leurs effectifs diminuer, les salaires baisser, le temps de travail augmenter et les conditions de travail se dégrader, n'a d'égale que la violence antisyndicale des éluEs FN qui cherchent, par tous les moyens, violents et illégaux, à empêcher les syndicalistes d'agir.

Tout pour la police

Depuis, entre irrégularités des scrutins et des financements de leurs campagnes, des élus réussissent à se maintenir et les budgets 100% FN se caractérisent par la baisse, voire la fin des subventions à l'action sociale, aux écoles, aux associations, aux services publics, à la culture, pour investir dans le tout sécuritaire. Equipement et armement des polices municipales qui voient leurs effectifs augmenter et leur impunité assurée, développement de la vidéosurveillance à outrance... ■

* Brunes, comme la couleur de l'uniforme adopté par le parti national-socialiste allemand en 1925.

La résistance s'organise dans les territoires occupés par l'extrême-droite, la suite sur le site internet de VISA : visa-isa.org.

VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes) est une association intersyndicale composée d'une cinquantaine de structures syndicales : la FSU et plusieurs de ses syndicats, l'Union syndicale Solidaires et plusieurs de ses syndicats, des fédérations et des syndicats de la CGT, de la CFDT, de la CNT, de l'UNEF et le syndicat de la Magistrature.



Les immigrés et étrangers qui font notre identité nationale

A l'heure où certains remettent au goût du jour l'identité nationale, et où le débat sur l'immigration et le droit du sol se retrouve de nouveau sous le feu de l'actualité, d'autres rappellent à quel point l'immigration est au fondement de notre société. D'ailleurs, selon l'INED (Institut National des Etudes Démographiques), un français sur trois a des origines étrangères.

Par ailleurs, la langue française a emprunté certains de ses termes à l'arabe, l'espagnol, l'italien, l'anglais.

La France continue de se construire avec des apports issus de multiples cultures et pays.

L'immigré est une personne qui n'est pas née en France - Notion géographique.

L'étranger est une personne qui n'a pas la nationalité française - Notion juridique.

Voici quelques « destins » qui ne seraient jamais devenus français si l'idéologie nauséabonde qui se profile avait été prédominante à leur époque !

POLITIQUE

Stéphane Hessel (1917-2013), diplomate, ambassadeur, résistant, militant politique français et écrivain, naturalisé en 1937, né à Berlin de parents allemands.

Anne Hidalgo (1959), ancienne inspectrice du travail, maire de Paris, née en Espagne, de parents espagnols.

Manuel Valls (1962), né à Barcelone, de père Catalan, de mère originaire de Suisse italienne, naturalisé à 20 ans.

Rama Yade (1976), ancienne secrétaire d'Etat, née à Dakar au Sénégal, naturalisée à 21 ans.

LITTÉRATURE

Alexandre Dumas (1802-1870), écrivain né à Villers-Cotterêts (Aisne), petit-fils d'une esclave noire.

Emile Zola (1840-1902), écrivain et journaliste, né à Paris, de père italien.

Guillaume Apollinaire (1880-1918), écrivain, né polonais en Italie, naturalisé français.

Gao Xingjian (1940), dramaturge, metteur en scène, peintre, né en Chine, naturalisé en 1997, prix Nobel de littérature en 2000.

SCIENCES

Marie Curie (1867-1934), prix Nobel de physique et celui de chimie, née en Pologne, naturalisée française.

Anita Conti (1899-1997), photographe et 1^{ère} océanographe née à Ermont (Seine & Oise), de mère arménienne.

Georges Charpak (1946-2010), prix Nobel de physique en 1992, né en Ukraine, naturalisé en 1946.

MEDIAS

Françoise Giroud (1916-2003), journaliste, écrivaine et politicienne française, née à Lausanne en Suisse, de parents turcs.

Christine Ockrent (1944), journaliste, née à Bruxelles.

Mouloud Achour (1980), animateur, journaliste, musicien et scénariste franco-algérien, né à Noisy-le-Sec.

Nagui (1961), animateur, producteur, né à Alexandrie (Egypte)

de père gréco-égyptien et de mère franco-italienne.

CULTURE

Pablo Picasso (1881-1973), peintre, dessinateur, sculpteur, né à Malaga en Espagne et a vécu en France jusqu'à sa mort.

Constantin Costa Grava (1933), cinéaste naturalisé français, né à Athènes dans une famille d'origine russe.

Isabelle Adjani (1955), actrice, née à Paris, de père algérien et de mère allemande.

Alain Bashung (1947-2009), auteur-compositeur-interprète et comédien né à Paris, de père algérien kabyle et de mère française.

Les immigrés ont modifié en profondeur le sport et les arts populaires français: la grande majorité des footballeurs de haut niveau est issue de l'immigration, et, les artistes d'origine immigrée, noirs et maghrébins peuplent le Top 50 de la chanson populaire.

SPORT

Raymond Kopa (1931-2017), footballeur, né à Neu-les-Mines (Pas de Calais), petit-fils d'immigrants polonais.

Marcel Cerdan (1916-1949), champion de box français, né à Sidi-Bel-Abbès en Algérie française, de père français et de mère d'origine espagnole.

Zinedine Zidane (1972), footballeur international, né à Marseille, de famille algérienne kabyle.

Tony Parker (1982), joueur de basket-ball, né à Bruges (Belgique), de père américain et de mère néerlandaise.

MODE

Adriana Karambeu (1971), mannequin, actrice, animatrice, née en Slovaquie, de mère slovaque et de père Tchèque.

Karl Lagerfeld (1933), couturier, designer, photographe, réalisateur, né à Hambourg en Allemagne, de père d'origine suédoise et de mère d'origine prussienne.

Pierre Cardin (1922), couturier, styliste, homme d'affaires, designer, né en Italie, naturalisé français, fils d'immigrés italiens.

Takada Kenzo (1939), modéliste, designer, fondateur de la marque Kenzo, né au Japon, fait sa carrière en France.

S'il n'y avait pas eu de migration, il n'y aurait pas eu d'Humanité. Les migrations sont un fait historique majeur ; il n'y a pas un moment de l'histoire où les migrations se sont interrompues ; elles ont simplement changé selon les conjonctures politico-socio-économiques (guerres, climat,...). La migration est un fait historique capital ! Et un bien fait absolu.

« Je n'ai pas une seule goutte de sang français, mais la France coule dans mes veines »

« Le patriotisme, c'est l'amour des siens. Le nationalisme, c'est la haine des autres »

Romain Gary (1914-1980), diplomate, écrivain, cinéaste, né en Russie, naturalisé français en 1935 ■

Pour aller plus loin

À VOIR, À LIRE...



Chez nous
de Lucas Belvaux (2017)

Infirmière à domicile, entre Lens et Lille, Paulline s'occupe seule de ses deux enfants et de son père ancien métallurgiste. Dévouée et généreuse, tous ses patients l'aiment et comptent sur elle. Profitant de sa popularité, les dirigeants d'un parti extrémiste vont lui proposer d'être leur candidate aux prochaines municipales.



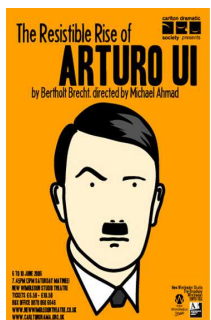
Mains brunes sur la ville
de Bernard Richard (2012)

Ce documentaire relate les conséquences désastreuses d'années de gestion par l'extrême droite de deux municipalités du Vaucluse. Edifiant.

La Résistible Ascension d'Arturo Ui
de Berthold Brecht (1941)

La pièce de théâtre de Brecht est une parabole sur la prise de pouvoir d'Hitler et son extension. Elle se rapporte à la période qui va de 1929 à 1938. Il s'agit de l'ascension d'Adolf Hitler jusqu'à la prise du pouvoir en Autriche qui aboutira à L'Anschluss (ou Anschluß), annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazie le 12 mars 1938. Elles sont transposées dans le milieu du crime qui s'était développé à l'époque aux États-Unis. La figure principale d'Arturo Ui représente Adolf Hitler, mais il emprunte aussi des traits à Al Capone.

La pièce se conclue sur la tirade :
« Vous, apprenez à voir, plutôt que de rester les yeux ronds. Agissez au lieu de bavarder. Voilà ce qui aurait pour un peu dominé le monde ! Les peuples en ont eu raison, mais il ne faut pas nous chanter victoire, il est encore trop tôt : le ventre est encore fécond d'où a surgi la bête immonde ! »



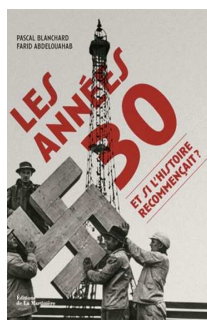
En finir avec les fausses idées propagées par l'extrême droite
de Vincent Edin (Les Éd. de l'Atelier 2016)

Sur fond de crise économique et sociale, dans un contexte où les terroristes veulent attiser la haine, l'extrême droite propage ses idées à une vitesse alarmante en désignant des boucs émissaires : « Si nous ouvrons nos frontières, nous serons submergés par des vagues de réfugiés », « Les musulmans veulent imposer leur religion partout », « Les étrangers vivent sur le dos des français »...



Immigration en France
de E.M. Mouhoud (Éd. Fayard 2017)

Qui sont les migrants internationaux ? Combien arrivent réellement chaque année dans les pays riches ? La France reçoit-elle vraiment « toute la misère du monde » ? Combien coûtent les migrants aux finances publiques des pays d'accueil ? Prennent-ils nos emplois ?



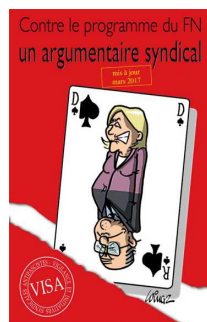
Les années 30, et si l'histoire recommençait ?
de Blanchard & Abdelhouahab (Éd. La Martinière)

Avec la montée des extrêmes, du populisme et des conflits, la comparaison avec les années 30 est frappante et reste le meilleur argument en faveur d'une Europe unie.



La présidente (3 tomes)
De Surpaire & Boudjellal ((Éd. Les arènes)

Une bande dessinée imagine les premiers mois de la présidence de Marine Le Pen en 2017. Les élections législatives qui suivent, voient le Front national devenir le premier parti de France en nombre de députés, talonné de près par les Républicains ; les socialistes sont laminés. Le FN a notamment bénéficié d'une abstention record de 37,5 % des électeurs !



Brochures anti-FN
6 brochures disponibles sur le site de Visa (visa-isa.org), dont 3 en téléchargement libre.



- VISA** : <http://www.visa-isa.org/>
La Horde : <http://lahorde.samizdat.net>
Site féministe de lutte et d'arguments contre l'extrême droite :
<http://droitsfemmescontrextremesdroites.org>
Les dossiers du groupe de travail de Solidaires « Ripostes syndicales contre l'extrême droite » : <https://solidaires.org/>
Debunkers : <http://www.debunkersdehoax.org>
Derrière le Front : <http://blog.francetvinfo.fr/derriere-le-front/>
L'école des réacs-publicains de Questions de classe(s) :
<http://www.questionsdeclasses.org/>

POUR UNE OFFENSIVE SOLIDAIRE & ANTIFASCISTE



Pour SUD Santé Solidaires AP-HP, le FN est un parti fondamentalement d'extrême droite, raciste, sexiste, xénophobe, basé sur la préférence nationale, la division des salarié-es, la promotion d'un capitalisme national. Il ne distille que division, repli sur soi et fragilisation du « vivre ensemble » !

Nous revendiquons un monde où les **solidarités internationales** priment en termes économiques, politiques et sociales.

Nous réaffirmons notre antifascisme qui est partie intégrante de nos valeurs et de notre projet syndical reposant sur la défense, l'amélioration des **droits et intérêts individuels et collectifs** des actifs, des chômeurs, des précaires, des retraités dans une perspective de **transformation sociale**.

Combattons ensemble l'inégalité, l'injustice, l'exploitation, toutes les formes d'exclusions et de discriminations qu'elles soient le fait du handicap, social, racial, religieux ou sexuel.

Nous revendiquons : le progrès social,
l'accès aux soins pour toutes et tous,
une société égalitaire débarrassée de toute domination.

La dimension stratégique de notre activité repose sur la conviction que la transformation sociale s'articule autour d'un projet de rupture avec le capitalisme.

La conquête de nos droits et du partage (des richesses) sera portée par la classe salariale (qui produit !).

Envisageons l'avenir en pensant au présent sans faire table rase des périodes noires de notre histoire !

Les défis qu'affronte notre époque sont de grande ampleur : réinventer des politiques économiques et sociales qui sortent du cercle régressif de l'austérité, éradiquer la misère en faisant progresser l'emploi qualifié, envisager un développement humain durable à échelle planétaire.

Ces défis impliquent que la solidarité l'emporte sur « *le chacun pour soi* » et « *le chacun chez soi* ».

De nos révoltes, construisons un autre avenir : une société d'égalité, de liberté et de fraternité pour Tous !

C'EST UN CHOIX DE SOCIÉTÉ !

Face à l'extrême droite, nous avons besoin de luttes sociales victorieuses !

PAS UNE SEULE VOIX POUR LE FN
LES 23 AVRIL & 7 MAI 2017